

ÉTATS-UNIS

Guantánamo : quatre ans de trop

Nouveaux témoignages de torture

Index AI : AMR 51/008/2006

ÉFAI

Embargo : mercredi 11 janvier 2006 (00 h 01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« ... les pires jours de ma détention étaient ponctués de privations, d'actes d'humiliation, d'oppression et de souffrance mentale ... »

« ... je n'étais autorisé à parler qu'aux trois personnes chargées de me torturer ... »

« ... je suis devenu comme un château de cartes qui ne cesse de s'effondrer : quel que soit le côté à partir duquel vous essayez de le reconstruire, il s'écroule ... »

Témoignage du Bahreïnite Jumah al Dossari

En ce jour marquant le quatrième anniversaire des premiers transferts de détenus à Guantánamo Bay, à Cuba, Amnesty International a rendu publics de nouveaux témoignages de torture et de mauvais traitements à l'encontre de prisonniers du centre de détention américain, ainsi que de nouvelles informations sur le cas d'autres détenus.

Parmi les témoignages se trouve celui d'un des premiers détenus transférés à Guantánamo : Jumah al Dossari, Bahreïnite âgé de trente-deux ans conduit à la base navale américaine en janvier 2002, après avoir été détenu par les forces américaines sur la base aérienne de Kandahar, en Afghanistan.

Le témoignage de Jumah al Dossari, corroboré par plusieurs personnes ayant été libérées de Guantánamo depuis lors, contient plusieurs allégations de tortures morales et physiques et de mauvais traitements infligés par du personnel des États-Unis à lui et à d'autres détenus, en Afghanistan et à Guantánamo.

« À Guantánamo, environ 500 hommes ont été traités avec un mépris que nul ne devrait être forcé à endurer, a déclaré Amnesty International. Il n'est pas surprenant qu'après des années d'incertitude sur leur sort, certains de ces hommes aient dit préférer mourir que de rester sans fin à Guantánamo. »

L'organisation de défense des droits humains a également révélé d'autres informations sur le cas du journaliste d'Al Jazira Sami al Hajj, transféré à Guantánamo en juin 2002 après avoir été détenu à Bagram et Kandahar, et sur le cas d'Abdulsalam al Hela, homme d'affaires yéménite, transféré et détenu au secret avant d'être conduit à Guantánamo.

Aujourd'hui, des milliers de membres d'Amnesty International de plus de 38 pays vont demander au président Bush et au ministre de la justice Gonzales de faire en sorte que tous les détenus de Guantánamo

soient jugés équitablement et que toutes les informations faisant état de torture et de mauvais traitements dans ce centre de détention fassent l'objet d'une enquête.

« Il n'y a pas de mesure intermédiaire en ce qui concerne Guantánamo. Le centre de détention doit être fermé et une enquête doit être immédiatement menée sur les nombreuses informations faisant état d'actes de torture et de mauvais traitements depuis 2002. » ●

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les textes suivants sur le site de l'organisation :

- [USA: Testimony of Guantánamo detainee Jumah al-Dossari](#) (index AI : AMR 51/107/2005) ;

- [États-Unis. Qui sont les détenus de Guantánamo ? Cas n° 11 : Jumah al Dossari, citoyen bahreïnite](#) (index AI : AMR 51/129/2005) ;

- [États-Unis. Qui sont les détenus de Guantánamo ? Cas n° 15 : Abdulsalam al-Hela, ressortissant yéménite](#) (index AI : AMR 51/012/2006) ;

- [États-Unis. Qui sont les détenus de Guantánamo ? Cas n° 16 : Sami al Hajj, ressortissant soudanais](#) (index AI : AMR 51/013/2006).

Vous trouverez plus d'informations, y compris audiovisuelles, sur Guantánamo, à l'adresse <http://news.amnesty.org/pages/usa-news-eng>.

D'autres entretiens avec d'anciens détenus de Guantánamo et des proches de personnes actuellement détenues sur la base navale américaine sont disponibles en qualité télévisuelle sur demande.

Amnesty International mène campagne pour mettre fin à la torture et aux mauvais traitements perpétrés dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Pour en savoir plus sur cette campagne, rendez-vous sur le site de l'organisation à l'adresse suivante : <http://efai.amnesty.org/torture>.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>